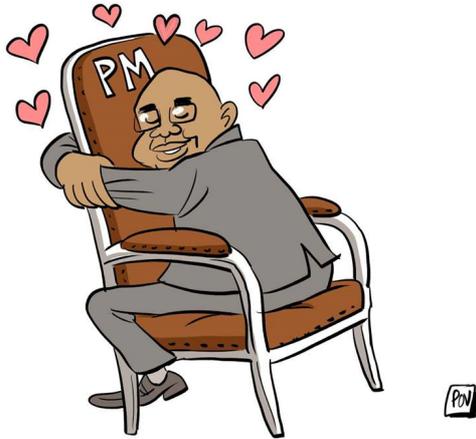


**L'annonce d'un remaniement gouvernemental a fini par se concrétiser.** Le chef de l'Etat a laissé planer le doute jusqu'au dernier moment. Le premier ministre Ravelonarivo, qui se trouvait en posture difficile depuis plusieurs semaines, n'a eu de cesse de répéter qu'il ne démissionnerait pas, alors qu'un ultimatum lui avait été adressé par le chef de l'Etat. L'accélération de la détérioration des relations entre les deux hommes trouverait son origine, selon certains, dans le lancement d'une enquête à l'encontre de Claudine Razaimamonjy, conseillère spéciale du président et bailleur de fonds du parti présidentiel HVM, convoquée par l'inspection générale de l'Etat pour présomption de détournement de fonds. Les proches du président reprocheraient également au premier ministre d'avoir refusé de travailler à un projet de réforme constitutionnelle qui écarterait Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana de la prochaine présidentielle.



La présidence a annoncé que le premier ministre avait « *présenté sa démission* » et celle de son gouvernement », annonce contredite quelques heures plus tard par l'intéressé qui a affirmé en avoir été informé par la presse. Jean Ravelonarivo a néanmoins précisé que « *dans l'intérêt supérieur de la nation* » il remettrait sa démission « *en temps voulu et opportun* ». Sa lettre de démission serait parvenue à la présidence deux jours plus tard, quelques heures avant la **nomination du nouveau premier ministre, Olivier Solonandrasana Mahafaly**, ministre de l'intérieur et de la décentralisation sortant. Son nom figurait sur une liste de 14 personnalités proposées par une centaine de députés, conformément à la Constitution qui confère cette fonction à l'Assemblée. Les groupes parlementaires Mapar (pro-Rajoelina) et TIM n'ont pas pris part à cette démarche. Des

députés ont aussitôt brandi la menace d'une motion de censure contre Olivier Mahafaly, affirmant avoir été écartés de la procédure de présentation du chef de gouvernement. Le Mapar a contesté le mode d'élaboration de cette liste, estimant qu'en tant que groupe parlementaire majoritaire cette désignation aurait dû lui incomber seul.

**Les conditions confuses et rocambolesques de la démission du général Jean Ravelonarivo ont donné lieu à des commentaires acerbes et a suscité de l'inquiétude.** Le pays a cru un instant qu'une nouvelle crise politique allait s'ouvrir. Les forces de l'ordre ont été consignées dans la crainte de manipulations politiques. Dans un sévère réquisitoire, le mouvement Rohy regroupant une centaine d'associations de la société civile a fustigé la classe politique, la jugeant « *immature* ». « *Le scandale récent né de la méthode dont le précédent premier ministre a été remercié a jeté le discrédit sur le pays et la honte sur la population* » affirme Rohy dans un communiqué.



**Olivier Mahafaly dispose du solide soutien des proches conseillers du chef de l'Etat** et, affirment certains, de celui de la première dame, Voahangy Rajaonarimampianina. Il a largement contribué aux victoires du parti présidentiel HVM aux élections municipales et sénatoriales. Sa promotion est perçue par les analystes comme une récompense pour ses bons et loyaux services, avec pour mission de permettre la réélection de Hery Rajaonarimampianina.

**Les députés ont proposé une dizaine de ministrables au chef de gouvernement.** *Midi* s'est fait l'écho de rumeurs selon lesquelles, pour figurer sur la liste, des candidats ont versé aux députés d'importants « *pots de vin* ». Le Samifin a fait savoir qu'une enquête sera ouverte pour vérifier le

bienfondé de ces rumeurs mais il précise qu'aucun dossier ne pourra être ouvert sans dépôt préalable d'une plainte.

Le « **gouvernement de combat** » présenté par Olivier Mahafaly est composé de 32 membres, deux de plus que dans l'ancienne équipe. On compte treize nouvelles têtes. Six anciens ministres sont reconduits mais changent de portefeuille, treize conservent leur poste. Olivier Mahafaly garde le portefeuille de l'intérieur. Le chef de l'Etat a désormais trois départements stratégiques sous son autorité directe. Le TIM est représenté par Roland Ravatomanga, ministre de l'eau et de l'assainissement. Marc Ravalomanana a tenu à apporter son soutien au gouvernement Mahafaly. Le Mapar, pour sa part, est resté sur la touche et n'a pas de représentant. Trois anciens ministres de la Transition font leur retour sur les postes qu'ils avaient occupé. La représentativité régionale est renforcée, avec pour objectif, dit-on, de préparer le terrain à une candidature de Hery Rajaonarimampianina à la présidentielle de 2018. « *Déjà trois premiers ministres, trois gouvernements, et cinquante ministres ont été utilisés depuis [la prise de fonction du chef de l'Etat]* » ironise *L'Express*, qui s'inquiète du **retour d'anciens ministres de Marc Ravalomanana et d'Andry Rajoelina compromis dans des affaires**. « *Il est clair que le développement ne*

*sera pas la principale mission de cette équipe qui fait la part belle aux revenants. (...) C'est du déjà vu, du pareil au même. (...) C'est une équipe de propagande présidentielle », juge Les Nouvelles. Pour Tananews, c'est « un gouvernement de combat avec...19 anciens combattants ». Pour la plupart des observateurs le nouveau PM représente « le changement dans la continuité ».*

Une feuille de route a été établie pour les ministres, qui ont de trois à six mois pour faire leurs preuves.

Le sénateur du Mapar, **Lylison René**, ex-codirecteur de la FIS durant la Transition, à l'origine des échauffourées qui ont marqué la commémoration du 29 mars 1947, est **suspecté par certains de vouloir prendre la tête d'un mouvement de contestation du pouvoir en place**. Le bureau permanent du Sénat a manifesté sa désapprobation pour les troubles qu'il a provoqués durant la cérémonie officielle. Le sénateur dément qu'une médiation ait été organisée avec son frère d'arme, le général Florens Rakotomahanina, avec lequel il avait eu une altercation. Les adversaires politiques de l'élu du Mapar annoncent leur intention de déposer une requête à son encontre auprès du Bianco et du Samifin pour « *enrichissement trop rapide et inexplicable* ». Il lui serait notamment reproché une trop grande proximité avec des trafiquants de bois de rose durant la période de Transition.

**Des suspicions de tentative de déstabilisation visent certaines personnalités de la Transition.** Des enquêtes les concernant seraient en cours de réactivation. Elles porteraient sur des affaires de détournement de deniers publics, de blanchiment d'argent, de trafic de ressources naturelles ou encore d'escroquerie. Au-delà du volet judiciaire de ces affaires, le pouvoir suspecterait ces personnalités d'œuvrer au financement d'actes de déstabilisation. Mamy Ravatomanga, PDG du groupe Sodiati, continue d'être la cible de plusieurs médias qui voient en lui l'instigateur de mouvements de contestation visant à déstabiliser le pouvoir. Il est également suspecté d'être compromis dans des affaires de trafics de bois de rose sous le régime de Transition.

**Suite à des rumeurs de préparatifs d'insurrection, le commandant de la gendarmerie nationale a renouvelé l'interdiction de toute manifestation sans autorisation.** La crainte des autorités est fondée sur une possible conjonction de mécontentements susceptibles de s'exprimer dans la rue. « *Des personnes malintentionnées programment des troubles d'envergure dans la capitale en profitant des manifestations actuelles. Aussi, mieux vaut prévenir que guérir* », prévient le préfet de police. La date anniversaire des événements du 13 mai 1972 (chute de la 1<sup>ère</sup> République) aurait été retenue pour provoquer des troubles. La fête du travail du 1<sup>er</sup> mai pourrait également être perturbée par des manifestations à visée politique. Le quotidien *Les Nouvelles* voit dans cette interdiction une violation du droit à la liberté d'expression protégé par les conventions internationales ratifiées par Madagascar, ainsi que des droits reconnus dans la Constitution. Les forces de l'ordre de l'Emmo/reg se sont employées à éteindre des foyers de tension en divers endroits de la capitale. En cause : les contrôles routiers effectués par la cellule d'intervention routière (CIR), que les transporteurs accusent de racket. Des représentants du réseau de défense des droits des consommateurs de Madagascar (VOMZM) ont grossi les rangs des transporteurs grévistes. Des habitants excédés par les délestages ont également manifesté dans certains quartiers. Les ex-militaires et les militaires de réserve de l'association Anamir ont menacé de se joindre aux mouvements revendicatifs qui agitent la capitale.

L'annonce officielle de la **candidature de Marc Ravalomanana à la prochaine présidentielle relance le débat sur son éligibilité**. L'ancien exilé d'Afrique du Sud a fait savoir à une mission électorale du Pnud qu'il faudrait compter avec lui en 2018, probablement pour prévenir d'éventuelles tentatives d'exclusion. Des rumeurs font en effet état d'un projet de réforme de la Construction qui viserait à évincer les deux protagonistes de la crise de 2009 pour laisser le champ libre à l'actuel chef de l'Etat. Les observateurs s'interrogent sur l'attitude qu'aurait la communauté internationale en voyant poindre la perspective d'un nouveau face à face entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana.

**Le torchon brûle de nouveau entre Marc Ravalomanana et le ministre chargé des projets présidentiels et de l'aménagement du territoire, Rivo Rakotovo**, au sujet de la propriété d'un terrain destiné au transfert d'une gare routière. L'ancien président affirme que le terrain appartient à une société de son groupe agroalimentaire. Marc Ravalomanana se plaint à se présenter comme le défenseur des citoyens expropriés, dont les habitations sont détruites ou menacées de destruction, note un observateur.

« **156 partis politiques n'ont pas encore effectué leur déclaration d'existences comme la loi l'exige** », annonce le ministère de l'intérieur. La date butoir pour régulariser leur situation a été fixée à fin avril. Seuls 31 partis étaient en règle à quelques jours de l'échéance.

**La société civile se déchire** pour l'élection de son représentant au sein du Haut Conseil pour la défense de la démocratie et de l'Etat de droit (HCDDED), institution prévue par la Constitution de la IV<sup>ème</sup> République et qui n'est pas encore mise en place. L'élection des membres du comité ad hoc chargé d'organiser la désignation de ce représentant a été contestée par certaines OSC qui dénoncent des irrégularités et l'ingérence du ministère de l'intérieur. Le comité ad hoc a décidé de renforcer les critères de sélection des associations admises à participer à

cette désignation. En définitive, seules 79 associations pourront participer à celle-ci, sur un total de 380 dossiers déposés.

**Préparation du Sommet de la Francophonie :** 115 milliards Ar seront consacrés à l'organisation et à la réhabilitation de routes. Un budget jugé exorbitant et qui soulève de vives critiques. Un prêt de 89.6 milliards Ar sera consenti par la Chine pour la réhabilitation des axes routiers desservant l'aéroport et le village de la Francophonie. La capacité de Madagascar à organiser une telle manifestation soulève toujours autant d'interrogations. La ministre des affaires étrangères a démenti catégoriquement les rumeurs selon lesquelles l'OIF aurait décidé de retirer à Madagascar l'organisation du Sommet. Les Américains viendront en renfort pour la sécurisation de l'aéroport d'Ivato dans le cadre de leur programme de lutte contre le terrorisme. *L'Express* remarque que la question de la sécurisation du Sommet est devenue l'une des préoccupations majeures des organisateurs. L'ambassadrice de France elle-même a fait part de son inquiétude au sujet du climat d'insécurité.

Alors que la date du Sommet approche, **la nomination des ambassadeurs malgaches à l'étranger se fait attendre.** La ministre des affaires étrangères presse la présidence de procéder à ces désignations. Aucun ambassadeur n'a encore été nommé depuis la prise de fonction du chef de l'Etat, il y a plus de deux ans.



**Le SG des Nations unies se rendra en visite à Madagascar le 10 mai.** La ministre des affaires étrangères, Béatrice Attalah, voit dans cette annonce la confirmation du retour de Madagascar dans le concert des nations.

**Dans son rapport annuel sur les droits de l'homme à Madagascar le département d'Etat américain accable la justice.** Il pointe également du doigt les menaces qui pèsent sur la liberté d'expression, les abus commis par les forces de sécurité, les exécutions extrajudiciaires et les violences populaires, les discriminations sociétales (handicapés, LGBT), les violences à l'encontre des femmes, les abus sur mineurs, les mariages précoces, la traite des personnes, le travail des

enfants.

Numéro 3 dans l'ordre protocolaire du département d'Etat américain, **la secrétaire d'Etat adjointe a effectué une visite à Madagascar.** Depuis juillet, elle est le quatrième haut responsable américain à se rendre dans la Grande île. Sa rencontre avec les autorités avait pour objet de faire le point sur les efforts de l'Etat en matière de développement, de sécurité, de lutte contre la corruption et les trafics de ressources naturelles. Une insistance qui intrigue les observateurs. Heather Higginbottom doute que Madagascar puisse réintégrer le MCA dont il a été exclu en 2009. Pour ce faire, L'Etat malgache devrait donc remplir des conditionnalités très rigoureuses qui ne sont actuellement pas remplies. « *Cette visite est aussi une manière d'affirmer la présence américaine dans l'entourage diplomatique immédiat de Madagascar, face à la ferveur francophone actuelle des dirigeants* », affirme un analyste.

Un **réseau mafieux de traite de travailleuses à destination du Koweït** a été mis à nu. Treize jeunes filles originaires de la région d'Andapa étaient sur le point de quitter le pays. Quatre personnes ont été arrêtées et placées en détention préventive. Les Etats-Unis demandent au gouvernement « *de prendre sérieusement ses responsabilités* », de diligenter une enquête approfondie et de protéger les droits des victimes.

**20 % des mineures de Nosy-Be se prostituent,** selon les autorités locales, qui, impuissantes à contrecarrer le phénomène, tirent la sonnette d'alarme. Des associations se mobilisent pour combattre cette pratique, souvent encouragée par les parents. L'administration faciliterait l'octroi de fausses pièces d'identité à des mineures.

« **Journée mondiale contre l'esclavage des enfants** : aucune manifestation prévue pour Madagascar », déplore *Midi*, qui rappelle que la Grande île connaît différentes formes d'esclavage des enfants, notamment l'esclavage sexuel. Le nombre d'enfants victimes exploserait dans le Sud du fait de la pauvreté croissante. On estime qu'un enfant malgache sur trois est condamné à travailler.

**Pédophilie.** La Cour d'appel d'Antsiranana a relaxé le chef fokontany et les représentants de fillettes victimes de viol sur l'archipel des Mitsio. Ils avaient été assignés en justice pour « *dénonciation mensongère* » par le pédophile André Gogniat, ancien homme d'affaires suisse expatrié à Madagascar. En 2007, il avait été condamné à cinq ans de prison. S'étant pourvu en cassation avant son retour en Suisse, le sexagénaire a été blanchi en appel en 2012, dans la plus grande discrétion. De retour dans la Grande île, il avait fait condamner le chef fokontany et les parents des fillettes, pour « *dénonciation mensongère* ». La partie malgache est convaincue que le retraité bénéficie du soutien de personnalités haut placées. Désormais l'affaire est entre les mains de la justice helvétique.

**Près de 800 jeunes dahalo ont été livrés aux gendarmes par leurs parents à Betroka.** Le bombardement de leurs sites de retranchement, dans des zones inaccessibles, aurait conduit à leur reddition. Ces jeunes avaient fait régner la terreur sur le secteur depuis plusieurs années. Un rituel de réconciliation a été organisé avec villageois. Le pacte communautaire (*dina*) de Betroka, agréé par le tribunal local en 2015, dispose de 2 000 fusils. Ses milices ont déjà abattu plus de 60 dahalo.

**L'armée a été nouveau appelée à la rescousse dans le Sud** pour lutter contre la recrudescence d'attaques de dahalo. L'envoi d'une unité d'élite a été annoncé par le premier ministre. Les effectifs basés dans les « zones rouges » seront renforcés. Equipés d'un char soviétique, des gendarmes d'élite ont verrouillé la plaque tournante des actes de banditisme, à Betroka. Selon des informations recueillies par les forces de l'ordre, une attaque de la caserne était en préparation. Des actions de sensibilisation des populations sur la lutte contre le phénomène dahalo et l'auto-défense villageoise ont été engagées. **La société civile conteste l'envoi de militaires** pour des opérations qui relèvent du maintien de l'ordre. Vingt dahalo et un gendarme ont été tués dans un accrochage dans la région de Betroka. Les attaques de dahalo s'accompagnent parfois de prises d'otages. De Betafo à Morondava, en passant par Mandoto, les populations lancent des appels aux autorités pour que leur protection soit assurée, écrit *L'Express*. L'insécurité provoque l'exode de populations.

En moins d'un mois, quatre cas de **vindictes populaires** ont été recensés à Bealanana. Dans le dernier en date, deux hommes placés en garde à vue ont été lynchés. Près de Vangaindrano, trois hommes suspectés de pillage de tombeaux ont été exécutés par une foule de près de 300 personnes. A Betafo un individu suspecté de braquages a été roué de coups et brûlé vif. Deux voleurs de bœufs ont été lynchés à Ambalavao.

**700 mineurs de 14 à 18 ans attendent leur jugement à la maison centrale d'Antanimora à Antananarivo**, soit les trois quarts de l'effectif des mineurs incarcérés. Les familles dénoncent leurs conditions de détention et le non-respect des normes internationales.

**Deux opérateurs économiques indo-pakistanaïses de nationalité française ont été kidnappés**, l'un à Antsirabe, l'autre dans la capitale. Le rapt d'Antsirabe a tourné court, cinq des ravisseurs ont été arrêtés. Des experts français ont été dépêchés en renfort par le ministère français des affaires étrangères pour le kidnapping qui s'est produit dans la capitale. Des journaux ont évoqué l'arrivée de membres du GIGN, information aussitôt démentie par les autorités. Pour l'ambassadrice de France, « *force est de constater que la sécurité devient un phénomène de plus en plus préoccupant dont les Malgaches sont eux-mêmes les premières victimes. Il m'appartient de faire en sorte que les enlèvements de ressortissants français ne se reproduisent plus car tout citoyen a droit à la protection consulaire* », prévient-elle. La France a été accusée d'ingérence. Pour *La Gazette*, l'intervention française manifeste l'incapacité du pouvoir à protéger les personnes sur son territoire.

**Le nouveau DG du Samifin se déclare prêt à relever les défis de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.** Il succède à Razaranaina Jean-Claude, à la tête du Samifin durant 8 ans et dont le bilan est jugé très mitigé. De nombreuses « *Déclarations d'opérations suspectes* » étaient encore en instance de traitement au moment de la passation de service. Le Samifin ne manque pas une occasion de pointer du doigt la justice, qui « *enterre* » les dossiers qui lui sont transmis. Pour certains analystes, la Samifin devrait également se préoccuper du blanchiment d'argent qui favorise en interne l'instabilité politique.



Après les aveux du DG du Bianco, les appels au secours de l'opinion, après les USA et l'UE, **c'est au tour de la France de réclamer de meilleurs résultats dans la lutte contre la corruption.** Une délégation du ministère français de la justice s'est rendue en mission à Madagascar à la demande du gouvernement pour mettre en place un pôle anti-corruption et conclure un accord de partenariat avec le Bianco. A cette occasion, l'ambassadrice de France a déclaré : « *Madagascar est doté d'instruments juridiques. Maintenant, il faut l'impulsion des autorités politiques et des autorités judiciaires pour que cette lutte soit efficace* ».

**Un opérateur malgache serait dans le collimateur de la justice française pour blanchiment d'argent**, titre *Midi*. Un lien pourrait être établi avec des trafics illicites de bois de rose, notamment avec l'affaire des rondins saisis à Singapour en 2014.

S'appuyant sur les déclarations du directeur du Trésor, *Madagate* juge suspect **d'importantes sommes d'argent transférées de mars à décembre 2015 vers les ambassades malgaches à l'extérieur.** 24 transferts pour un montant de près de 10 millions d'euros. Le ministre des finances, François Gervais Rakotoarimanana, a fermement démenti ces accusations.

**Le FFKM insiste sur la nécessité de finaliser le processus de réconciliation nationale.** Malgré l'échec de la première rencontre initiée par les chefs d'Eglise, il confirme vouloir « *poursuivre ce processus qui constitue la seule voie pour concrétiser le développement* ». La date de la reprise des travaux n'a pas été communiquée et on ignore si les parties prenantes acceptent une relance de la démarche. « *Quelques faits d'actualité de ces dernières semaines bousculent la crédibilité des Églises dans cette mission réconciliatrice* », estime *L'Express*, qui fait allusion à l'implication du président de l'Eglise réformée FJKM dans une affaire de mœurs.

Le ministère de l'éducation procède à la **troisième vague de recrutement d'enseignants** pour les 122 circonscriptions scolaires. Ils seront opérationnels à la rentrée 2016. Cette année, 10 000 enseignants seront recrutés. **50 000 maîtres FRAM sont encore en attente de titularisation.** Au total, ils seront 30 000 à être titularisés, au terme des opérations qui ont débuté en 2014. Les quelques 600 écoles, collèges et lycées privées non réglementaires recensés par le ministère de l'éducation et qui n'auront pas régularisé leur situation d'ici la prochaine rentrée s'exposent à une décision de fermeture.

**Plus de 63 % des dépenses publiques de santé ont été financées par des aides extérieures** en 2015, dont 11 % seulement sont comptabilisées dans le budget de l'Etat. 59 % des dépenses publiques de santé échappent ainsi à tout contrôle budgétaire.

**Le PAM est à la recherche de 6,9 millions de dollars pour assurer la continuité du programme de cantines scolaires** pour la prochaine année scolaire dans le Sud-Ouest, victime de la sécheresse. Aucun partenaire n'a encore confirmé sa contribution. En février 2016 665 000 personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire sévère dans le Grand Sud.

**La Grande île avance de huit places dans le classement mondial sur la liberté de la presse de RSF** mais elle demeure parmi les États où les problèmes des médias sont jugés « *sensibles* ». La fondation politique allemande Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) se préoccupe du **droit des journalistes à l'accès à l'information**. « *Toutes les catégories d'acteurs étatiques et non-étatiques ont le devoir de fournir des informations aux citoyens. La publication systématique des textes juridiques et politiques, des données statistiques, ainsi que des rapports d'audit administratif et financier constitue une obligation des institutions publiques relevant du principe de transparence* », écrivent les organisateurs.

La présentation du projet de loi portant **code de la communication figure parmi les priorités du nouveau gouvernement**. Le texte est en préparation depuis plusieurs années. La presse est préoccupée par les commentaires peu amènes du chef de l'Etat à son égard, figurant dans un communiqué du conseil des ministres. *L'Express* redoute un « *quadrillage de la presse* ».

Une compagnie chinoise a découvert d'importantes **réserves de gaz naturel** à 2 900 mètres de profondeur dans le district de Sakaraha. Le gisement offrirait des perspectives pour l'alimentation de centrales thermiques.

Le WWF lance un signal d'alarme : **les forêts humides de Madagascar sont en danger**. Elles font partie, selon l'Unesco, des 114 sites classés concernés par des activités économiques néfastes telles que coupes illégales et pillage intense des bois précieux, ruées sauvages sur les gisements de pierres précieuses. Les six parcs nationaux concernés ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial en 2007. La poursuite de la dégradation de ces lieux pourrait « *remettre en cause leur capacité à apporter des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux aux populations qui en dépendent* », écrit le WWF.

**Près de 200 pêcheurs, en majorité malgaches, ont été contrôlés par les autorités réunionnaises à Juan de Nova**, l'une des îles Eparses revendiquées par Madagascar. « *Ils se trouvaient en action de pêche illégale d'holothuries* », indique la préfecture. Cinq autres bateaux malgaches ont été interceptés dans la ZEE française quelques jours plus tard. 63 pêcheurs malgaches ont été recensés à bord du bateau mère. Les holothuries font l'objet d'un intense trafic aux mains d'opérateurs chinois. Une opération qui, pour la préfecture de La Réunion, « *confirme la volonté de la France de protéger ses ressources halieutiques sur cette île dont la gestion est confiée à l'administration des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF)* ».

**Les six containers de bois précieux à destination de la Chine, saisis à Maurice en juin 2011, ont été rapatriés** à Madagascar, au terme de laborieuses négociations. Il s'agit de la première opération de rapatriement de bois précieux exportés illicitement. Une opération que ne manquera pas d'exploiter le pouvoir en vue de la prochaine session du Comité permanent de la Cites qui doit statuer sur le dossier présenté par Madagascar. Les négociations en vue du rapatriement des conteneurs saisis dans d'autres pays seraient en « *stand-by* » et aucune poursuite judiciaire n'a encore été engagée à l'encontre des personnes impliquées.

**Le comptage des bois de rose saisi touche à sa fin mais deux millions de rondins seraient encore cachés** alors que le recensement officiel fait état de moins de 30 000 rondins saisis, répertoriés et sécurisés.

**Deux personnalités de la Transition auraient été convoquées à Singapour** pour la réouverture fin avril du procès relatif à la saisie de bois de rose effectuée dans la ville-Etat en 2014. L'ambassade des États-Unis déclare suivre attentivement cette affaire et demande aux autorités malgaches d'ouvrir une enquête approfondie pour corruption. « *Le commerce illicite des ressources naturelles entraîne un nombre croissant d'autres types de crimes, incluant le blanchiment d'argent et la spéculation internationale qui sont déjà des menaces en elles-mêmes* », souligne l'ambassade. Pour l'AVG, le pouvoir continue de faire preuve de laisser-aller. Les enquêtes annoncées n'ont toujours pas été lancées. L'association environnementale s'étonne que le gouvernement singapourien soit plus préoccupé par ces crimes environnementaux que les autorités malgaches.



**Exportation illicite d'or : le trafic continue.** Des Indo-pakistanaïes et des Sri-lankais en partance pour Nairobi ou Istanbul ont été appréhendés à l'aéroport d'Ivato.

Le représentant de la fondation Durrell Madagascar tire la sonnette d'alarme : **les trafics de tortues protégées dans la baie de Baly s'intensifient.** Tous les moyens sont déployés par les contrebandiers pour l'acheminement des tortues vers l'étranger, déplore l'organisation qui voit tout son travail de protection depuis 25 ans battu en brèche.

Un groupe d'experts de l'ONUDC, **l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime**, est actuellement à Madagascar à la demande du gouvernement. Sa mission est d'analyser la

capacité de prévention des trafics de faune et de flore du pays et ses capacités judiciaires dans ce domaine. Les experts remettront leurs recommandations et un plan d'action au gouvernement d'ici trois mois.

Le gouvernement a démenti les informations selon lesquelles **l'île Nosy Valiha de l'archipel des Radama** avait été mise en vente. La rumeur court depuis plusieurs années. La presse s'interroge sur les dessous de cette affaire.

**L'IDA (groupe Banque mondiale) vient en appui au secteur énergétique malgache.** Un crédit d'un montant de 65 millions de dollars a été accordé pour aider le gouvernement à améliorer la gouvernance et le fonctionnement du secteur de l'électricité. Il sera notamment consacré à la réhabilitation et au renforcement des réseaux de transport et de distribution. L'accès aux services d'électricité reste très faible à Madagascar, il est l'un des plus faibles du continent.

**La Banque mondiale souligne la nécessité d'améliorer tous les aspects de la gestion financière de l'État.** Aucune reprise économique n'est possible, selon elle, sans la poursuite et l'accélération des réformes préconisées et tout juste engagées.

**Des opérateurs touristiques expriment leur inquiétude à la veille de la haute saison.** Ils pointent du doigt les handicaps de la destination Madagascar : l'état des routes, le manque d'infrastructures, les difficultés d'Air Madagascar, les nouvelles taxes aux frontières, la mauvaise qualité de l'accueil à l'aéroport et surtout l'essor du secteur informel. Le ministère du tourisme a lancé un appel à de nouvelles compagnies aériennes pour la desserte de Madagascar.

**Le scandale « Panama Papers » n'épargnerait pas Madagascar.** Sept opérateurs économiques malgaches très connus sont cités dans cette affaire de paradis fiscaux mais rien ne prouve encore qu'ils soient impliqués dans des affaires d'évasion fiscale.

**La Chine marque de plus en plus sa présence dans la Grande île.** Ses investissements ont connu une hausse spectaculaire ces dernières années. Un dixième des échanges commerciaux de Madagascar se fait avec la Chine, ce qui en fait le deuxième partenaire commercial du pays après l'UE et le premier importateur. La Grande île compte actuellement 60 000 ressortissants chinois, trois fois plus que les ressortissants français.

Profitant de l'ouverture récente de la ligne aérienne Istanbul-Antananarivo, **la Turquie s'intéresse au marché malgache.** Une mission composée d'une soixantaine de chefs d'entreprises a exploré les potentialités économiques de la Grande île. La diplomatie turque s'active depuis quelques mois à renforcer ses liens avec Madagascar, ce qui provoque ici ou là des inquiétudes par rapport à la menace que constituerait l'importation de l'islamisme radical.

**La population de Madagascar a été multipliée par cinq depuis 1960.** Elle est estimée actuellement à 24,2 millions. Une progression au rythme de 2,8 % par an. Un taux élevé mais qui s'est quelque peu ralenti, après avoir atteint plus de 3 % dans les années 1990. La transition démographique est amorcée mais son achèvement reste difficile à prévoir. Le **recensement général de population** prévu en 2016, devra être reporté faute de

financements. Les bailleurs attendent une plus forte implication financière de l'Etat. Le dernier recensement date de 1993 et tous les projets actuels sont basés sur des chiffres estimés. Le fait de ne pas disposer de statistiques fiables constitue un lourd handicap pour le montage de projets de développement.

**Insécurité alimentaire : la situation reste alarmante dans quatre districts du Sud.** Plusieurs localités ont des difficultés à accéder aux denrées alimentaires. Les aliments de base se font rares et se vendent à un prix élevé.

**Les conditions de travail dans les entreprises franches du textile-habillement ne satisfont pas aux principes du travail décent,** selon un état des lieux actualisé de la situation présenté sous l'égide de la fondation Friedrich Ebert Stiftung.